

Vincent Lemieux

# Le Parti libéral du Québec

Alliances,  
rivalités  
et neutralités

Deuxième  
édition revue  
et augmentée

*pul*





**LE PARTI LIBÉRAL  
DU QUÉBEC**

**ALLIANCES, RIVALITÉS  
ET NEUTRALITÉS**



Vincent Lemieux

**LE PARTI LIBÉRAL  
DU QUÉBEC**

**ALLIANCES, RIVALITÉS  
ET NEUTRALITÉS**

*Deuxième édition revue et augmentée*

Les Presses de l'Université Laval  
2008

*Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année du Conseil des Arts du Canada et de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.*

*Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise de son Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIE) pour nos activités d'édition.*

Mise en pages et conception du couvert :  
Hélène Saillant

© Les Presses de l'Université Laval 2008  
Tous droits réservés. Imprimé au Canada  
Dépôt légal 1<sup>er</sup> trimestre 2008  
ISBN 978-2-7637-8670-4

Les Presses de l'Université Laval  
Pavillon Maurice-Pollack, bureau 3103  
2305, rue de l'Université  
Université Laval  
Québec (Québec)  
G1V 0A6  
[www.pulaval.com](http://www.pulaval.com)

## TABLE DES MATIÈRES

Liste des tableaux.....	xv
Liste des graphiques .....	xvii
<i>Remerciements de la première édition</i> .....	xix
<i>Avant-propos de la deuxième édition</i> .....	xxi
<b>Introduction •</b>	
Les partis et la recherche du bien-vivre par les citoyens.....	1
Les trois espaces politiques où sont évalués les partis.....	3
L'évaluation des options et celle des relations .....	3
Les choix électoraux.....	5
Un modèle explicatif des résultats électoraux.....	8
Plan de l'ouvrage .....	10

### PREMIÈRE PARTIE

#### Le Parti libéral jusqu'au milieu des années 1930

Chapitre 1. Le réalignement de 1886 à 1897 .....	15
Les antécédents du réalignement.....	16
Un réalignement annoncé par le Parti national .....	17
Les résultats électoraux de 1881 à 1892 .....	18
Les transformations dans les trois espaces.....	19



<b>Chapitre 2. Le parti, le gouvernement et la société.....</b>	<b>21</b>
L'espace national .....	22
Un gouvernement conservateur à Ottawa.....	23
Le retour des libéraux .....	23
L'intermède conservateur de 1930-1935 .....	24
L'espace partisan .....	24
La sélection du chef .....	25
La sélection des candidats .....	26
Quelques caractéristiques des élus.....	27
L'organisation, le financement et le clientélisme.....	28
L'espace sociétal .....	30
L'administration publique.....	30
Les gouvernements municipaux .....	31
L'Église et ses prolongements.....	31
Les entreprises .....	32
Les gouvernements libéraux de Marchand à Taschereau.....	32
Le gouvernement Marchand.....	33
Le gouvernement Parent .....	34
Le gouvernement Gouin .....	35
Le gouvernement Taschereau .....	37
<b>Chapitre 3. Les choix électoraux .....</b>	<b>41</b>
Les résultats des élections provinciales .....	41
Le caractère peu significatif des planchers atteints.....	43
Les résultats des élections fédérales .....	44
Les signes dans les trois espaces et les résultats électoraux .....	46
La composition de l'électorat libéral.....	50
Les ruraux et les urbains .....	50
Les francophones et les anglophones.....	51
Les différences socio-économiques.....	52
Le Parti libéral, de l'élection de 1897 à celle de 1931.....	52

**DEUXIÈME PARTIE**  
**Le Parti libéral, du milieu des années 1930**  
**à la fin des années 1960**

<b>Chapitre 4. Le réalignement du milieu des années 1930.....</b>	<b>57</b>
Les transformations dans les trois espaces .....	58
L'espace partisan .....	58
L'espace national .....	59
L'espace sociétal .....	59
Les choix électoraux en 1935 et en 1936.....	60
Les signes du Parti libéral dans les trois espaces .....	60
<b>Chapitre 5. Le parti, le gouvernement et la société.....</b>	<b>63</b>
L'espace national .....	64
L'alliance victorieuse de 1939 .....	65
Une alliance qui se retourne contre les libéraux du Québec .....	66
Le gouvernement Lesage face au gouvernement Diefenbaker .....	68
Le gouvernement Lesage face au gouvernement Pearson .....	69
Les libéraux dans l'opposition à Québec .....	70
L'espace partisan .....	70
Les débuts de la Fédération libérale provinciale.....	71
Les relations avec le parti fédéral et le choix de Lesage.....	73
L'organisation contre la Fédération.....	74
Le problème du clientélisme .....	76
L'autonomie acquise par le Parti libéral du Québec .....	77
Le départ de René Lévesque .....	78
L'intégration de la Fédération dans le parti.....	79
Les caractéristiques des élus .....	79
L'espace sociétal .....	80
L'administration publique.....	80
Les gouvernements municipaux .....	81

L'Église et ses prolongements.....	81
Les entreprises et les syndicats .....	82
Le gouvernement et l'opposition libérale sous Godbout .....	83
L'opposition libérale sous Lapalme .....	85
Le gouvernement Lesage .....	87
La croissance du secteur public .....	87
Les entreprises et les syndicats .....	88
Les gouvernements municipaux .....	90
Les entrepreneurs en affaires publiques et la Révolution tranquille.....	90
Les politiques des gouvernements libéraux.....	90
La réforme de l'éducation.....	91
Les politiques économiques.....	92
Les politiques linguistiques .....	93
Les réformes électorales.....	93
<b>Chapitre 6. Les choix électoraux .....</b>	<b>95</b>
Les effets du système électoral.....	95
Les électeurs constants et les autres .....	97
De l'élection de 1939 à celle de 1966.....	98
La composition de l'électorat libéral.....	101
Les ruraux et les urbains .....	102
Les francophones et les anglophones.....	104
Les différences socio-économiques.....	105
Les choix collectifs des circonscriptions électorales.....	106
Le Parti libéral de l'élection de 1939 à celle de 1966.....	107
<b>TROISIÈME PARTIE</b>	
<b>Le Parti libéral, des années 1970 à l'élection de 2007</b>	
<b>Chapitre 7. Le réalignement des années 1970 .....</b>	<b>111</b>
Les transformations dans les trois espaces.....	112

L'espace partisan .....	112
L'espace national .....	113
L'espace sociétal .....	114
Les choix électoraux en 1970, 1972 et 1976 .....	116
Les signes du Parti libéral dans les trois espaces .....	117
La composition de l'électoral libéral .....	119
<b>Chapitre 8. Le parti, le gouvernement et la société.....</b>	<b>121</b>
L'espace national .....	122
La conjoncture référendaire .....	122
Après le référendum .....	124
La montée du Parti conservateur au Québec .....	125
Le traité de libre-échange et l'élection de 1988 .....	125
L'accord du lac Meech .....	126
De l'échec de l'accord du lac Meech au référendum de 1992.....	127
Le référendum québécois de 1995 .....	130
Les libéraux au gouvernement à Ottawa et dans l'opposition à Québec .....	132
Un gouvernement libéral à Québec.....	133
L'espace partisan .....	134
La sélection de Claude Ryan.....	134
Les attraits et les handicaps du parti sous Ryan .....	136
Le retour de Robert Bourassa .....	137
La place prise par les jeunes libéraux.....	140
Le choix de Daniel Johnson puis de Jean Charest .....	140
Les caractéristiques des élus .....	141
L'organisation et le financement .....	142
L'espace sociétal .....	143
Les positions en matière linguistique .....	144
Les positions en matière économique .....	145

Les positions par rapport aux négociations dans le secteur public.....	146
Les politiques du gouvernement libéral de 1985 à 1994 .....	147
Les finances publiques et la politique économique.....	148
La réforme de l'aide sociale .....	148
Les négociations dans le secteur public.....	149
L'environnement .....	150
La crise d'Oka.....	150
Les réactions aux politiques du gouvernement péquiste de 1994 à 2003 .....	151
Les politiques du gouvernement Charest.....	153
<i>Les secteurs conflictuels</i> .....	153
<i>Des secteurs moins conflictuels</i> .....	154
<i>Des secteurs où le gouvernement a fait moins que ce qu'il avait annoncé</i> .....	155
<b>Chapitre 9. Les choix électoraux</b> .....	<b>157</b>
Les effets du système électoral.....	157
Les électeurs constants et les autres, de 1981 à 1998.....	158
De l'élection de 1981 à celle de 1998.....	159
Les élections de 2003 et de 2007 .....	163
La composition de l'électorat libéral.....	165
La dimension territoriale.....	165
L'âge et le sexe .....	167
La scolarité et l'occupation.....	168
La dimension linguistique .....	169
<b>Conclusion</b>	
<b>Le Parti libéral et ses caractéristiques dans le système des partis du Québec</b> .....	<b>171</b>
L'évolution du Parti libéral de 1897 à 2007 .....	172
La performance dans les espaces et les résultats électoraux.....	172

Les signes et la participation électorale.....	175
Les caractéristiques du Parti libéral.....	178
L'espace national.....	178
L'espace sociétal.....	179
L'espace partisan.....	180
Le Parti libéral dans le système des partis.....	182
<b>Appendice</b>	
<b>Une théorie de l'alliance, de la rivalité et de la neutralité appliquée au Parti libéral.....</b>	<b>185</b>
La théorie des coalitions.....	186
De la théorie des coalitions à celle des alliances.....	187
Un exemple de liens entre acteurs.....	188
Une théorie structurale de l'alliance.....	189
La période 1897-1931.....	193
Les relations d'alliance et de rivalité durant la période.....	193
Les relations de neutralité et d'ambivalence.....	194
Des années 1940 à la fin des années 1950.....	195
Les relations d'alliance et de rivalité durant la période.....	195
Les relations de neutralité et d'ambivalence.....	196
La fin des années 1950 et le début des années 1960.....	198
Les relations d'alliance et de rivalité durant la période.....	198
Les relations de neutralité et d'ambivalence.....	199
Du début des années 1970 au début des années 1980.....	200
Les relations d'alliance et de rivalité durant la période.....	200
Les relations de neutralité et d'ambivalence.....	202
Du milieu des années 1980 au milieu des années 1990.....	202
Les relations d'alliance et de rivalité durant la période.....	202
Les relations de neutralité et d'ambivalence.....	203
De 1994 à 2003.....	204

Les relations d'alliance et de rivalité durant la période.....	204
Les relations de neutralité et d'ambivalence .....	205
Conclusion .....	206
Ouvrages cités .....	209

## LISTE DES TABLEAUX

1. Résultats des élections provinciales au Québec, de 1881 à 1892 .....	19
2. Résultats des élections provinciales au Québec, de 1897 à 1931 .....	42
3. Résultats des élections fédérales au Québec, de 1896 à 1930 .....	44
4. Relation entre les signes dans les trois espaces et pourcentages de votants qui ont appuyé le Parti libéral de 1897 à 1931 .....	50
5. Résultats des élections provinciales au Québec, de 1935 et 1936 .....	61
6. Résultats des élections provinciales au Québec, de 1939 à 1966 .....	96
7. Évaluation du Parti libéral dans les trois espaces et répartition présumée des électeurs non constants, des élections de 1939 à celles de 1966 .....	101
8. Résultats des élections provinciales au Québec, de 1970 à 1976 .....	117
9. Évaluation du Parti libéral dans les trois espaces et répartition présumée des électeurs non constants, aux élections de 1970, 1973 et 1976 .....	119
10. Contributions recueillies par les deux principaux partis, de 1978 à 1985 .....	138



11. Contributions recueillies par les deux principaux partis, de 1986 à 1988 .....	139
12. Résultats des élections provinciales au Québec, de 1981 à 2007 .....	158
13. Évaluation du Parti libéral dans les trois espaces et répartition présumée des électeurs non constants, de l'élection de 1981 à celle de 1998 .....	162
14. Évaluation du Parti libéral dans les trois espaces et répartition présumée des électeurs non constants, aux élections de 2003 et de 2007 .....	165
15. Appui électoral obtenu par le Parti libéral dans douze régions du Québec, en 1981 et en 1985 .....	166
16. Évaluation du Parti libéral dans chacun des trois espaces et résultats électoraux de 1897 à 2007 .....	173

## LISTE DES GRAPHIQUES

1. Relations entre le gouvernement central et les deux principaux partis provinciaux du Québec, à la fin des années 1920 et à la fin des années 1940..... 188
2. Quatre configurations possibles entre trois acteurs liés par des relations d’alliance (+) ou de rivalité (–)..... 190
3. Relations les plus courantes entre les principaux acteurs politiques au Québec, de 1897 à 1931 ..... 192
4. Relations les plus courantes entre les principaux acteurs politiques au Québec, dans les années 1940 et 1950 ..... 195
5. Relations les plus courantes entre les principaux acteurs politiques au Québec, de 1958 à 1966..... 198
6. Relations les plus courantes entre les principaux acteurs politiques au Québec, du début des années 1970 au début des années 1980..... 201
7. Relations les plus courantes entre les principaux acteurs politiques au Québec, du milieu des années 1980 au milieu des années 1990..... 203
8. Relations les plus courantes entre les principaux acteurs politiques au Québec de 1994 à 2007 ..... 205



## REMERCIEMENTS DE LA PREMIÈRE ÉDITION

Cet ouvrage sur le Parti libéral du Québec a pu être réalisé grâce au concours de plusieurs personnes et organismes.

Je veux d'abord remercier le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, dont la subvention de recherche m'a permis d'entreprendre des travaux qui ont abouti à la rédaction de l'ouvrage. Joanne Laperrière, Carole Lefebvre et Pierre Martin m'ont assisté avec beaucoup d'ardeur et de compétence dans ces travaux. Qu'ils en soient remerciés bien sincèrement. Léon Dion et André Blais ont lu le manuscrit et fait des suggestions qui m'ont permis d'améliorer la version finale. Des lecteurs anonymes de la Fédération canadienne des sciences sociales ont fait eux aussi des commentaires et des suggestions, pour la plupart utiles, dont j'ai tenu compte dans la révision du manuscrit. Enfin, merci à Ghislaine Gosselin et Solange Guy qui ont dactylographié les versions successives du manuscrit avec leur compétence et leur disponibilité habituelles.

En écrivant cet ouvrage, j'ai souvent pensé à mes ancêtres des comtés de Bellechasse et de L'Islet, dont certains ont été en leur temps des organisateurs libéraux. J'ai souvent pensé aussi aux libéraux de l'île d'Orléans et d'ailleurs, qui m'ont beaucoup appris, au cours des années 1960, sur leur parti et sur la politique. C'est à eux tous que je dédie ce livre.



## AVANT-PROPOS DE LA DEUXIÈME ÉDITION

L'idée directrice de la nouvelle édition de ce livre sur le Parti libéral est la même que celle de la première édition, parue en 1993. Nous postulons que les partis visent à assurer le bien-vivre de la population et qu'à cette fin ils sont à la recherche de soutiens suffisants pour former seuls ou avec d'autres le gouvernement, ou pour former une opposition qui puisse influencer l'action du gouvernement.

Comme dans la première édition, nous avons mis l'accent sur les alliances, rivalités et neutralités internes et externes au Parti libéral. Nous considérons que non seulement les acteurs partisans voient la politique en ces termes, mais que les électeurs évaluent les partis en tenant compte de leurs relations d'alliance, de rivalité ou de neutralité.

Si la problématique de la nouvelle édition est la même que celle de la première, un effort a été fait pour simplifier la formulation de certains concepts. Ce qui était nommé de façon un peu lourde l'espace extra-sociétal et l'espace intra-sociétal a été renommé l'espace national et l'espace sociétal. Au lieu de parler d'espace électoral à propos du résultat des élections, nous avons parlé plus simplement de choix électoraux.

De plus, nous avons cherché à donner des définitions plus opérationnelles des positions prises par le Parti libéral dans chacun de ses trois espaces, l'espace partisan, l'espace sociétal et l'espace national. Non seulement la distinction a été faite entre ce qui relève des options du parti et ce qui relève de ses relations, mais nous avons défini trois options dans l'espace national qui sont le fédéralisme, l'autonomisme et le souverainisme, de même que trois options dans l'espace sociétal, soit celle de

l'égalisation (propre à la gauche), celle de la différenciation (propre à la droite) et celle de la conciliation (propre au centre), qui consiste en un mélange d'égalisation et de différenciation.

La division entre les périodes étudiées a aussi été simplifiée. Elles ont été ramenées à trois, une première qui va des années 1880-1890 au milieu des années 1930, où le Parti conservateur est l'adversaire du Parti libéral; une deuxième qui s'étend des années 1930 aux années 1970, où c'est l'Union nationale qui est l'adversaire du Parti libéral; et une troisième qui va des années 1970 aux années 2000, alors que le Parti québécois est le principal adversaire du Parti libéral. Cette troisième période s'étend jusqu'à l'élection de 2007, la dernière qui est couverte dans l'ouvrage.

La conclusion reprend de façon moins compliquée que dans l'édition précédente l'analyse des caractéristiques du Parti libéral dans le système des partis du Québec. À la fin de cette section, nous nous interrogeons brièvement sur les conséquences que pourront avoir, à la suite de l'élection de 2007, la montée de l'Action démocratique du Québec et la formation d'un gouvernement minoritaire dirigé par le Parti libéral.

Comme dans la première édition de l'ouvrage, un appendice fondé sur une théorie de l'alliance, de la rivalité et de la neutralité porte sur les principales relations entre les acteurs politiques de 1897 à nos jours.

Aux remerciements contenus dans la première édition de l'ouvrage nous voudrions ajouter ceux qui sont dus à Jacques Gagnon, de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, grâce auquel nous avons obtenu des données sur les élus libéraux. Nous tenons aussi à exprimer notre gratitude envers Louise Bernard, qui s'est chargée avec patience et compétence de la préparation du manuscrit de la nouvelle édition.

INTRODUCTION

**LES PARTIS  
ET LA RECHERCHE  
DU BIEN-VIVRE  
PAR LES CITOYENS**

À la fin de son grand ouvrage, traduit en français sous le titre *Rois et courtisans*, Hocart (1978 : 360) écrivait que ce n'est pas le gouvernement que souhaite l'homme, c'est la vie qu'il veut.

Les recherches anthropologiques de cet auteur l'ont amené à voir dans l'organisation gouvernementale un dérivé historique d'une organisation d'abord rituelle. La gouverne apparaît alors comme une espèce de célébration rituelle visant à assurer la vie.

Pour Hocart, le rituel est « une quête de vie » (p. 123), un ensemble de « procédures dispensatrices de vie » (p. 110), ou encore comme il l'écrit dans un autre ouvrage (1935 : 166) : « Pour le rituel [...], la frontière importante est celle qui sépare la vie pleine de la vie défaillante, qu'il s'agisse de vie corporelle ou de vie spirituelle. Son but, c'est le bien-être. »

La définition de la gouverne comme célébration rituelle en vue du bien-être, ou mieux du bien-vivre, nous servira de point de départ pour l'étude du Parti libéral du Québec. S'il est vrai que les citoyens d'une collectivité politique recherchent le bien-vivre et comptent sur les partis politiques pour cela, il en découle que leur choix, s'ils en font un, portera sur le parti qui leur paraît offrir les meilleures garanties du bien-vivre.



Les dirigeants des partis pour se faire élire ou pour se maintenir en place ont à faire la preuve de leur supériorité comme garants du bien-vivre, surtout dans les systèmes de partis de nature compétitive où des dirigeants d'autres partis sont toujours susceptibles de prendre leur place. On peut dire d'eux ce que Veyne écrivait des dirigeants de la Grèce et de Rome, à la toute fin de son ouvrage monumental *Le pain et le cirque* (1976 : 730) :

Les gouvernants devaient faire symboliquement la preuve qu'ils restaient au service des gouvernés, car le pouvoir ne peut être ni un job, ni une profession, ni une propriété comme les autres. Le droit d'être obéi est une supériorité; or toute supériorité doit s'exprimer, sous peine de faire douter d'elle-même.

Plusieurs raisons nous ont amené à choisir le Parti libéral pour l'application d'un cadre d'analyse centré sur la notion de bien-vivre ainsi que sur celles d'alliance, de rivalité et de neutralité dans l'action politique.

Le Parti libéral est le parti de la continuité dans le système des partis provinciaux du Québec. C'est le seul parti majeur (sur cette notion, et plus généralement sur les partis, voir Lemieux, 2005) à s'être maintenu tout au cours du vingtième siècle et au-delà. Son principal adversaire fut d'abord le Parti conservateur. Ce fut ensuite l'Union nationale, au cours du deuxième tiers du vingtième siècle. Et depuis le début des années 1970, le Parti québécois a été le grand rival du Parti libéral.

Non seulement le Parti libéral a-t-il été, de façon constante, l'un des deux grands partis provinciaux du Québec, mais il a donné naissance aux mouvements ou partis qui, seuls ou avec d'autres, ont réussi à renouveler l'opposition aux libéraux. Ce sont de jeunes libéraux déçus qui ont formé, derrière Paul Gouin, l'Action libérale nationale, qui s'est alliée au Parti conservateur dans une Union nationale à l'occasion de l'élection de 1935. Cette Union nationale allait devenir l'autre grand parti du Québec jusqu'à la fin des années 1960. Ce sont aussi des libéraux, en désaccord avec leur parti, qui ont constitué, en 1967, autour de René Lévesque, le noyau du Mouvement souveraineté-association. Ce mouvement donnait naissance, l'année suivante, au Parti québécois. Enfin l'Action démocratique du Québec s'est formée elle aussi, dans les années 1990, à la suite d'une scission dans le Parti libéral.

Le Parti libéral a été un parti dominant et un parti dominé dans le système des partis du Québec. Ses relations d'alliance, de rivalité et de neutralité ont varié dans le temps, et ce, dans chacun des trois espaces que

nous allons distinguer. Il offre donc un champ tout particulièrement intéressant pour l'étude de ces relations, de leur logique et de leurs effets.

Étudier le Parti libéral, c'est étudier le système des partis provinciaux du Québec. Nous espérons combler de cette façon au moins deux lacunes importantes dans l'étude des partis du Québec. Non seulement le Parti libéral n'a fait l'objet d'aucun ouvrage d'envergure, mais le système des partis où il s'inscrit n'a jamais été traité comme tel.

## LES TROIS ESPACES POLITIQUES OÙ SONT ÉVALUÉS LES PARTIS

L'évaluation des partis qui est faite par les acteurs politiques porte sur trois espaces politiques où agissent les partis : l'espace partisan, l'espace sociétal et l'espace national. Il en est ainsi du Parti libéral comme des autres partis du Québec.

L'espace que nous nommons *partisan* se réfère à la direction et à l'organisation des partis. Il est évalué tout particulièrement à partir de la popularité du chef ainsi que par l'unité et l'intégrité du parti.

L'espace *sociétal* se rapporte à la société québécoise. Les positions prises par le parti, qu'il soit au gouvernement ou dans l'opposition, consistent en mesures visant à assurer le bien-vivre dans la société. Dans cet espace, le Parti libéral est évalué en comparaison avec les autres partis du système provincial des partis.

L'espace que nous disons *national* renvoie à l'insertion du Québec dans le système politique canadien, et donc aux positions prises par le Parti libéral du Québec à propos du gouvernement fédéral et des autres partis fédéraux. Ces positions sont évaluées par rapport à celles des autres partis provinciaux du Québec.

### L'évaluation des options et celle des relations

Dans les positions que prennent les partis à l'intérieur des trois espaces nous distinguons ce qui est de l'ordre des positions prises par les acteurs politiques et ce qui est de l'ordre des relations entre eux.

Le parti pris épistémologique de cet ouvrage, dont le sous-titre souligne les alliances, rivalités et neutralités du Parti libéral du Québec, est que la valeur des options du parti, aux yeux des citoyens, est perçue sur le fond de ses relations d'alliance, de rivalité et de neutralité avec les autres partis et avec les autres acteurs politiques qui apparaissent eux aussi comme des sources importantes de bien-vivre pour les citoyens.

Ce parti pris se fonde sur un des axiomes de Watzlawick et de ses collaborateurs (1972). Ils le formulent de la façon suivante : « Toute communication présente deux aspects : le contenu et la relation, tels que le second englobe le premier et par suite est une métacommunication » (p. 52).

De même, nous posons que les membres d'une société sont sensibles aux relations entre les acteurs politiques. L'évaluation de ces relations englobe celle du contenu des options des partis.

Cette proposition est différente de la vision de l'*homo economicus* qui inspire beaucoup de travaux en science politique et dans d'autres sciences sociales. Ainsi, selon un courant théorique lancé avec brio par Downs (1957), l'électeur évaluerait les partis en termes de coûts et d'avantages qui sont dus à leur action passée, présente ou future. Nous allons plutôt tenter de montrer, pour expliquer l'évolution du Parti libéral, que les relations politiques qu'il a établies dans les espaces partisan, sociétal et national ont été aussi déterminantes de ses réussites et de ses échecs que les options qu'il a adoptées dans ces trois espaces.

Les partis, même s'ils cherchent à apparaître comme les maîtres du rituel politique, ne sont pas les seules sources d'influence sur le bien-vivre des citoyens. Dans la société québécoise, le gouvernement fédéral et les partis fédéraux sont aussi des sources importantes. Il en a été de même de l'Église et des milieux nationalistes. Les grandes entreprises puis les syndicats et les milieux intellectuels sont d'autres sources que les partis ont eu à prendre en compte. L'administration publique et les gouvernements municipaux sont des sources davantage dépendantes du gouvernement, mais elles ne sont pas pour autant négligeables.

En conformité avec l'importance que nous donnons aux relations, nous allons accorder une attention spéciale aux relations d'alliance, de rivalité et de neutralité que le Parti libéral a établies avec les autres sources d'influence sur le bien-vivre. Ces relations qui peuvent être transformées de l'une à l'autre (par exemple, des neutres deviennent des alliés) ont leurs propres lois, qui ont été dégagées dans des théories comme celles de la consonance cognitive (Festinger, 1957) ou de l'équilibration sociale (Harary *et al.*, 1968). On trouvera des définitions de ces lois dans l'appendice du présent ouvrage.

Notons que les relations de neutralité peuvent être de deux ordres. Il y a d'abord la neutralité par indifférence, quand un acteur ne juge pas bon d'entrer en relation avec un autre acteur. Par exemple, le Parti libéral

ignore un petit parti fédéral ou provincial qui n'a pas d'importance pour lui.

La neutralité par ambivalence est d'un autre ordre. Elle consiste en une relation qui est à la fois d'alliance et de rivalité avec un autre acteur. On verra qu'il en fut souvent ainsi dans les relations du Parti libéral provincial avec le Parti libéral fédéral, de même que dans les relations du Parti libéral provincial avec l'Église à l'intérieur de l'espace sociétal. Ces relations ambivalentes tiennent ou bien à des divisions à l'intérieur du Parti libéral provincial, ou bien à la recherche de cohésion dans un ensemble plus vaste de relations. Par exemple, le Parti libéral du Québec a des relations ambivalentes avec le Parti libéral fédéral parce qu'une relation qui ne serait que d'alliance avec lui rendrait incohérente sa relation d'alliance avec le Parti conservateur, rival du Parti libéral fédéral.

Comme les relations de neutralité, les relations d'alliance et de rivalité peuvent être avantageuses ou désavantageuses pour le Parti libéral, selon l'évaluation qui est faite par les électeurs de ces relations. Il est avantageux d'être l'allié d'un acteur dont les options sont populaires, mais désavantageux d'être l'allié d'un acteur dont les options sont impopulaires. Il est avantageux d'être le rival d'un acteur dont les options sont impopulaires, mais désavantageux d'être le rival d'un acteur dont les options sont populaires.

Quand une relation d'alliance, de rivalité ou de neutralité du Parti libéral est perçue comme favorable par les électeurs, ceux-ci ont tendance à appuyer le Parti libéral ou plus généralement à avoir un rapport positif avec lui. Au contraire, quand une relation du Parti libéral est perçue comme défavorable, ils ont tendance à avoir un rapport négatif avec lui. Quand la relation est ambivalente, le rapport est mixte, c'est-à-dire à la fois positif et négatif.

## **LES CHOIX ÉLECTORAUX**

Au moment des élections, les électeurs ont à choisir entre la participation ou l'abstention et s'ils optent pour la participation, entre les partis qui présentent des candidats.

Selon les considérations théoriques que nous venons d'énoncer, le choix des électeurs tient compte des options jugées plus ou moins positives des partis dans les espaces partisan, sociétal et national. Les contenus de ces options sont englobés dans les relations d'alliance, de rivalité ou de neutralité entre les partis ou avec les organisations et des groupes,

considérés eux aussi comme des sources d'influence sur le bien-vivre des citoyens. Si, par exemple, dans l'espace sociétal des électeurs s'identifient aux syndicats et considèrent qu'un parti est allié de ces organisations, ils auront tendance à appuyer ce parti. À l'inverse, les électeurs qui s'identifient davantage au milieu des affaires qu'aux syndicats auront tendance à appuyer le ou les partis perçus comme des alliés de ce milieu.

Dans la suite de l'ouvrage nous parlerons des positions des partis pour désigner leurs options et relations à la fois, étant entendu que de notre point de vue les relations englobent le contenu des options.

Dans l'espace partisan ce sont surtout les positions du chef qui attirent l'attention des électeurs. Selon Bourque et Nadeau (2007), ces positions seraient évaluées selon quatre critères: la compétence, la fermeté, l'honnêteté et l'empathie. Alors que les deux premiers critères renvoient à la capacité qu'a le chef de bien gérer les options de son parti, les deux derniers se réfèrent plutôt à sa capacité d'établir des relations positives avec la population. Dans cet espace comme dans les deux autres, la valeur d'un parti est estimée en comparaison avec celle des autres partis.

Une autre composante de cet espace réside dans l'organisation des partis. Pour être efficace dans ses relations avec les électeurs, cette organisation doit être suffisamment nombreuse et unie, ce qui dépend en bonne partie de la popularité du chef.

Un enjeu central de l'espace national réside dans la conception du nationalisme proposée par le Parti libéral aux différentes phases de son évolution, alors que dans l'espace sociétal, c'est la conception qu'a le parti de la gouverne du Québec qui peut être considérée comme l'enjeu principal.

Dans l'espace national, les options des partis sont fédéralistes quand elles valorisent avant tout l'autorité centrale de la fédération canadienne, elles sont autonomistes quand elles valorisent plutôt l'autonomie des provinces, et elles sont souverainistes quand elles valorisent l'indépendance du Québec par rapport au Canada. Dans les trois cas, les options des partis peuvent être strictes ou modérées. Le fédéralisme est strict de la part du Parti conservateur dans le dernier tiers du dix-neuvième siècle et dans le premier tiers du vingtième. Il est modéré de la part du Parti libéral au cours de la même période, étant donné que l'autonomie des provinces est davantage reconnue. De même, les options autonomistes des partis peuvent être strictes, ce qui fut le cas du nationalisme de Duplessis, ou elles peuvent être modérées, comme ce fut le cas du nationalisme de Jean Lesage qui demeurait fidèle au fédéralisme de Saint-Laurent et de Pearson.

Même s'il est généralement strict, l'autonomisme de l'Union nationale flirte avec le nationalisme souverainiste, du temps de Daniel Johnson. À l'inverse, le « beau risque » de René Lévesque ou encore l'« affirmation nationale » de Pierre Marc Johnson peuvent être vus comme une dérive du souverainisme vers l'autonomisme.

Les options adoptées dans l'espace sociétal sont plus difficiles à conceptualiser parce qu'elles sont plus diverses que les options dans l'espace national. D'un secteur à l'autre, les partis sont amenés à formuler des options qui peuvent varier selon qu'il s'agit de questions sociales ou de questions économiques, de questions ayant une dimension culturelle ou de questions de nature plus technique.

Une façon habituelle de conceptualiser ces options est de dire qu'elles sont de droite ou de gauche, ou encore du centre. Encore faut-il préciser ce que l'on entend par ces expressions, quel contenu on leur donne. Dans une optique de distribution des ressources entre les acteurs, on peut faire la distinction entre des positions égalisatrices (de gauche), des positions différenciatrices (de droite) et des positions conciliatrices (du centre) faites d'égalisation et de différenciation. Par exemple, l'instauration d'un mode de scrutin proportionnel est une position égalisatrice, celle d'un mode de scrutin majoritaire est une position différenciatrice, alors que celle d'un mode de scrutin mixte est une position conciliatrice.

Étant donné la grande variété des enjeux sociétaux sur lesquels les partis ont à prendre position, il y a lieu de noter, comme pour les positions nationales, des options strictes et des options modérées dans les positions sociétales prises par un parti durant une sous-période ou d'une sous-période à l'autre. Ainsi, le Parti libéral a des positions égalisatrices dans les années 1950 et 1960, mais cet égalitarisme est cependant plus modéré par des positions conciliatrices ou même différenciatrices que celui du Parti québécois dans les années 1970 et 1980. L'Union nationale passe de positions égalisatrices modérées dans les années 1930 à des positions différenciatrices elles aussi modérées dans les années 1940 et 1950, pour finir par adopter des positions conciliatrices à la fois égalisatrices et différenciatrices au cours des années 1960.

En plus des positions socio-économiques dans l'espace sociétal, les partis ont des positions de nature proprement politique qui se réfèrent aux relations de l'appareil étatique avec les acteurs de la société. Qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition, ils se donnent des positions égalisatrices, différenciatrices ou conciliatrices dans l'application aux

publics des mesures qu'ils proposent. Des positions égalisatrices sur le plan politique se manifestent par la proximité dans la gouverne entre gouvernants et gouvernés, alors que des positions différenciatrices se traduisent par une distance plus grande dans la gouverne entre les gouvernants et les gouvernés. Quant aux positions conciliatrices, elles cherchent à éviter les inconvénients d'une trop grande proximité ou d'un trop grand éloignement dans l'application des mesures gouvernementales.

Aussi, il y a souvent une tension sinon une contradiction entre des mesures universalistes qui se veulent égalisatrices sur le plan socio-économique, mais qui sont différenciatrices sur le plan gouvernemental. À l'inverse, des mesures plus particularistes, qui se veulent différenciatrices sur le plan socio-économique, sont souvent plus égalisatrices sur le plan politique.

## UN MODÈLE EXPLICATIF DES RÉSULTATS ÉLECTORAUX

Pour expliquer les résultats électoraux obtenus par le Parti libéral, nous aurons recours à un modèle relativement simple des choix électoraux. Il ne sera pas alimenté principalement par des données de sondages, parce que, d'une part, elles ne sont pas disponibles avant les années 1940 et que, d'autre part, elles ne fournissent pas toujours les informations requises par notre modèle. Des données de sondages, quand elles sont disponibles, seront cependant utilisées avec d'autres types de données, en particulier documentaires, pour étayer l'application du modèle aux différentes situations électorales.

On peut résumer le modèle en six points. Ils reprennent selon une formulation un peu différente les éléments du modèle explicatif utilisé dans la première édition de notre ouvrage sur le Parti libéral du Québec.

- 1) Les électeurs constants comme les électeurs non constants sont inspirés dans leurs choix électoraux, pour un parti ou pour l'abstention, par leurs valeurs relatives au bien-vivre (la « vie », selon Hocart, 1978), à sa promotion ou à sa protection. Ils choisissent le parti dont les positions apparaissent les plus favorables et qui semble pour cela le plus apte à leur assurer ce bien-vivre, ou ils s'abstiennent si aucun parti ne leur fournit cette assurance.
- 2) Alors que les électeurs constants non abstentionnistes votent généralement pour le même parti, les électeurs non constants passent d'un

- parti à l'autre, ou d'un parti à l'abstention (ou inversement de l'abstention à un parti).
- 3) On peut estimer que le pourcentage d'électeurs constants qui appuient un parti durant une période donnée correspond approximativement au plancher d'électeurs inscrits atteint par ce parti durant cette période. Il en est de même des abstentionnistes constants. Ce qui signifie que les résultats d'une élection donnée reposent principalement sur les choix faits par les électeurs non constants.
  - 4) L'évaluation d'un parti qui est faite par les électeurs porte sur trois espaces : l'espace partisan, l'espace sociétal et l'espace national. L'espace partisan est fait du chef, de ses principaux collaborateurs et de l'organisation du parti. L'espace sociétal est fait des principaux groupes et organisations reliés aux partis à l'intérieur de la société québécoise. L'espace national comprend surtout le gouvernement fédéral et les partis autres que celui qui dirige ce gouvernement.
  - 5) Dans chacun de ces espaces, nous retenons surtout deux traits pertinents auxquels les électeurs sont sensibles, et qui font souvent l'objet de commentaires et d'analyses ainsi que de questions de sondages. Dans l'espace partisan, ces traits sont la popularité du chef dans sa capacité à gérer les options de son parti de façon compétente et ferme, et dans sa capacité à établir des relations honnêtes et empathiques avec la population. Dans l'espace sociétal, les deux traits sont les principales mesures différenciatrices, égalisatrices ou conciliatrices proposées par les partis, et les relations politiques d'alliance, de neutralité et de rivalité des partis avec les principaux groupes et organisations de la société. Dans l'espace national, les deux traits renvoient aux options fédéralistes, autonomistes ou souverainistes des partis et aux relations entre le gouvernement du Québec et celui d'Ottawa. On notera que, pour chacun des trois espaces, le premier trait concerne les options prises par les partis et leurs chefs, perçues ou non comme des gages de promotion ou de protection du bien-vivre. Pour ce qui est du second trait, il concerne les relations des partis à l'intérieur d'eux-mêmes ou avec des partis, des groupes et des organisations qui leur sont extérieurs. L'évaluation des électeurs dépend alors de leurs sentiments positifs ou négatifs envers les alliances, neutralités et rivalités présentes dans ces relations, dont nous avons dit qu'elles étaient le fond sur lequel était perçu le contenu des options. Ajoutons que les options et les relations d'un parti sont évaluées en comparaison avec celles des autres partis.



- 6) Par rapport aux deux traits pertinents d'un espace donné, nous estimons que, à une élection, un parti est dans une situation avantageuse (+), plus ou moins avantageuse ( $\pm$ ) ou désavantageuse (-) quand on le compare à ses compétiteurs. La capacité générale d'attraction d'un parti est composée de sa cote dans chacun des trois espaces. La proportion des électeurs non constants qui l'appuient sera expliquée par cette capacité générale d'attraction. Ajoutons que dans le cas des électeurs non constants, parce qu'ils sont moins partisans que les électeurs constants, la capacité d'attraction d'un parti est d'autant plus grande qu'il pratique la collaboration plutôt que la confrontation avec les autres partis, organisations et groupes dans les espaces national ou sociétal.

Cette formulation des six éléments du modèle n'est pas sans comporter des limites. On peut en noter trois, en particulier.

Premièrement, il est réducteur de limiter à deux les traits pertinents de chacun des trois espaces. Dans l'espace sociétal, par exemple, le plus complexe des trois, d'autres traits auraient pu être retenus, dont l'état des finances publiques.

Deuxièmement, le modèle ne tient pas compte des variations régionales ou autres dans la perception qu'ont les électeurs non constants des traits pertinents dans les trois espaces. Il nous arrivera cependant de signaler ces variations à l'occasion de certaines élections.

Troisièmement, si dans le cas des partis établis, comme le Parti libéral, le plancher électoral atteint est une mesure adéquate des électeurs constants qui les appuient, il n'en est pas de même dans le cas des nouveaux partis. Quelle était en 1935-1936 la proportion des électeurs constants qui appuyaient l'Union nationale? Quelle était la proportion d'électeurs constants qui ont voté pour le Parti québécois en 1970 et en 1973, pour l'Action démocratique du Québec en 1998, 2003 et 2007? En l'absence de données de sondages pertinentes, il est difficile de répondre à ces questions.

## PLAN DE L'OUVRAGE

L'ouvrage est divisé en trois parties. Elles portent successivement sur le Parti libéral jusqu'au milieu des années 1930, sur le Parti libéral du milieu des années 1930 aux années 1970 et sur le Parti libéral des années 1970 à l'élection de 2007. À l'intérieur de chacune de ces trois parties, un

premier chapitre est consacré au réalignement électoral qui ouvre la période, un deuxième porte sur le parti dans les espaces national, partisan et sociétal et un troisième présente les choix qui ont été faits par les électeurs et les explications qu'on peut en donner à partir de notre modèle des résultats électoraux.

La dernière section a pour objet les caractéristiques du Parti libéral dans le système des partis du Québec. Elle sert de conclusion à l'ouvrage. Un appendice applique une théorie de l'alliance, de la rivalité et de la neutralité aux relations du Parti libéral avec les principaux acteurs politiques du Québec, à différents moments de son histoire.

